



DÉCLARATION N°01/2021

L'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD) a tenu, ce lundi 19 juillet 2021, sa première réunion en tant qu'Alliance politique. Au cours de cette plénière, les leaders de l'ANAD ont passé en revue les développements récents enregistrés dans la vie politique guinéenne.

Ils ont tout d'abord déploré l'arrestation arbitraire le 14 juillet dernier de Monsieur Thierno Yaya Diallo, Président de Guinée Moderne (GM), et Monsieur Bogola Kéamou Haba dit « Bogos », ancien Président de l'UGDD et Président de la Commission communication de l'ANAD.

Si Monsieur Thierno Yaya a été libéré tard dans la nuit le même jour, Monsieur Bogola Kéamou Haba a, quant à lui, passé la nuit à la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) avant d'être déféré le lendemain et conduit à la maison centrale au motif qu'il aurait tenu des propos subversifs.

L'ANAD condamne énergiquement ces arrestations arbitraires et l'incarcération de Monsieur Bogola Kéamou Haba et exige sa libération.

Ensuite, la réunion s'est penchée sur la décision d'octroyer, pour des raisons de santé, une semi-liberté surveillée à quatre cadres de l'UFDG à savoir : El Hadj Ibrahima Chérif Bah, Vice-Président, Ousmane Gaoual Diallo, Coordinateur de la Cellule de communication, Cellou Baldé, Coordinateur des Fédérations de l'intérieur et Abdoulaye Bah, ancien Président de la délégation spéciale de Kindia et membre du Bureau Exécutif.

Il est à rappeler que ces cadres de l'UFDG avaient été arbitrairement arrêtés et détenus sans jugement depuis bientôt 9 mois.

Cette décision de semi-liberté, prise par le Directeur national de l'Administration pénitentiaire alors que c'est le juge d'application des peines qui en a la compétence,

n'est qu'un allègement des conditions de détention et non un non-lieu ou un acquittement.

Si l'ANAD s'est réjouie de la possibilité offerte à ces détenus malades de pouvoir continuer leur traitement en famille, elle déplore et condamne la privation de liberté infligée à ces 4 innocents et à de nombreux autres cadres et militants de l'ANAD et du FNDC tout aussi innocents.

Cette liberté conditionnelle ne peut aucunement réparer cette injustice et les préjudices physiques et moraux subis par ces cadres, leurs familles et leur Parti.

L'ANAD réitère sa solidarité avec tous les détenus politiques qui croupissent injustement dans les geôles du régime de Alpha Condé, notamment Etienne Soropogui, Ismaël Condé, Oumar Sylla alias « Foniké Menguè », El Hadj Abdoulaye Baldé, Imam de Wanindara, Mamady Onivogui, Kéamou Bogola Haba, et bien d'autres militants et sympathisants, injustement détenus en prison en raison de leur opposition au troisième mandat et à la fraude électorale.

L'ANAD invite les Guinéens à faire preuve de vigilance pour éviter de tomber dans le piège tendu par les extrémistes du pouvoir visant à instrumentaliser l'ethnie pour affaiblir la nouvelle Alliance politique et saper l'unité nationale.

L'ANAD fait sienne la décision du Conseil Politique de l'UFDG du 9 juin 2021 subordonnant sa participation au débat sur le dialogue à la satisfaction des conditions ci-après :

- a-** La libération complète, pleine et entière de tous les détenus politiques ;
- b-** La libération des locaux abritant le siège et les bureaux de l'UFDG ;
- c-** La restitution des droits et libertés de voyager du Président de l'ANAD, de son épouse et de ses collaborateurs

L'ANAD invite l'ensemble de ses militants et sympathisants à rester mobilisés pour exiger, par tous les moyens légaux, y compris les manifestations pacifiques dans les rues et sur les places publiques, la satisfaction de ses légitimes revendications ci-dessus rappelées.

Conakry, le 19 juillet 2021